

des exportations et des importations des États-Unis. Nos facilités de crédit sont donc deux fois plus importantes que celles des États-Unis.

Actuellement, ils utilisent environ deux tiers de leurs \$20 milliards; ils utilisent environ \$12 milliards ou \$13 milliards de leurs \$20 milliards. Nous vous avons signé des contrats pour plus de \$1 milliard de financement et nous avons actuellement en cours près de trois quarts de \$1 milliard de financement en assurance. Nous utilisons donc plus de la moitié de nos facilités de crédit.

Je crois que la Société pour l'expansion des exportations est sur le plan international considérée comme une des organisations les mieux gérées au monde afin d'aider les exportateurs canadiens.

En ce qui a trait à notre comparaison de notre chiffre d'affaires avec celui du Royaume-Uni, par exemple, il est difficile d'établir une comparaison à cause des exportations du Canada; car de nombreux produits d'exportation sont vendus comptant. Prenons tous nos minerais, par exemple, ils sont tous vendus comptant. La majeure partie de notre blé est vendu comptant.

Comme vous le savez, 70 p. 100 de nos exportations vont aux États-Unis. Aucun financement n'est nécessaire pour les ventes effectuées aux États-Unis. Ils achètent comptant ou sur une base de crédit à court terme. Donc, le secteur disponible à la Société pour l'expansion des exportations pour financer ou assurer est relativement réduit comparé au Royaume-Uni ou tout ce qu'on y exporte est manufacturé ou doit être importé et manufacturé et exporté à nouveau. Ils n'ont pas les ressources naturelles que le Canada possède, donc au Royaume-Uni, on assure ou finance près d'un tiers de toutes les exportations.

Au cours de nos transactions de l'an dernier, nos assurances se chiffraient à environ \$500 millions et le montant du financement était approximativement de \$300 millions. Cela s'élève à \$800 millions mais les exportations canadiennes de l'an dernier se chiffraient à près de \$20 milliards, ce qui représente pour nous 4 p. 100. Au Royaume-Uni, ils en font 35 p. 100. Cependant, monsieur le sénateur, vous ne pouvez pas comparer ces deux opérations.

Le sénateur Flynn: Avez-vous des chiffres quant à la contribution du secteur privé pour ce qui est de l'assurance et du financement?

M. Aitken: Monsieur, les banques à charte sont prêtes à financer là où nous sommes prêts à assurer et une grande partie de notre chiffre d'affaires provient de ces banques, car un exportateur ira dans une banque et dira: «Voici, j'ai l'occasion d'effectuer une vente de \$100,000 au Mexique, pourriez-vous me financer?» Un banquier perspicace dira: «Allez en discuter avec la Société pour l'expansion des exportations, et si elle vous assure, alors nous financerons votre transaction.» Le banquier sait alors que si l'acheteur étranger ne paie pas, nous paierons et nous avons convenu de payer directement à la banque lorsque l'exportateur nous charge de le faire. Si nous assurons une vente et que l'acheteur étranger ne paie pas, alors la banque sait qu'elle recevra son argent.

En général, les banques à charte canadiennes sont prêtes à financer lorsque nous assurons. Lorsque les banques ne veulent pas financer, alors nous finançons mais seulement pour les transactions à long terme. Cependant, même pour

ces transactions, les banques travaillent avec nous. Par exemple, nous négocions actuellement une entente de prêts avec l'Algérie. Les Algériens sont ici actuellement. Nous espérons pouvoir annoncer vendredi, je ne veux pas voler la primeur à M. Gillespie notre ministre, cependant, je m'attends à ce que M. Gillespie annonce un accord avec l'Algérie vendredi où les fonds proviendront de la Société pour l'expansion des exportations et des banques à charte. Nous travaillons conjointement avec ces banques. Les banques se portent garantes des engagements à court terme et nous nous portons garants des engagements à long terme.

Le sénateur Flynn: Ma question était la suivante: les banques et les compagnies d'assurance exploitent-elles le même secteur que vous sans votre coopération.

M. Aitken: Dans certains cas, oui. Ce n'est pas le cas pour les compagnies d'assurance. Il n'y a qu'une seule compagnie d'assurance au Canada, appelée l'American Credit Indemnity Company, qui assure les risques de crédits nationaux et également les risques pour les ventes effectuées aux États-Unis. Cette compagnie assure seulement les risques commerciaux et non les risques politiques. Nous sommes le seul organisme au Canada qui assure les risques politiques et les risques commerciaux. Notre première perte politique, fait assez intéressant, a été faite au Royaume-Uni. Il s'agissait d'une vente faite au Royaume-Uni. Ce pays a annulé la licence d'importation et nous avons dû payer l'exportateur.

La plus importante perte de crédit a été faite au Royaume-Uni. Lorsque la compagnie Rolls Royce a fait faillite, nous avons dû verser 2 millions aux exportateurs canadiens qui avaient des contrat avec Rolls Royce.

Le sénateur Laing: Monsieur Aitken, comment allons-nous envisager la perspective de l'expansion d'un énorme volume de commerce entre les firmes d'État et nos entreprises privées? Je parle des pays du COMECON et, particulièrement, du fait qu'il multiplie de part et d'autre leurs efforts afin d'améliorer leurs relations publiques en vue de la rencontre éventuelle entre M. Brezhnev et M. Nixon. Ces pays parlent d'un commerce évalué à 125 milliards et réparti sur 20 ans. Cela a fait l'objet d'une très grande publicité de part et d'autre.

La loi dont vous relevez permet-elle au Canada de participer à ce genre de chose, qui, essentiellement, je crois, est une entente de commerce d'échange? J'ai entendu dire d'un acheteur éventuel de la LNG aux États-Unis qu'ils paieront probablement \$1.45 le mille. C'est très bizarre car ils nous paient actuellement 31 cents à la frontière. Je crois comprendre que la machinerie et les usines complètes qui seront expédiées en Union Soviétique éventuellement seront cotées à un prix différent que si elles étaient vendues sur le marché national.

J'ai peur que cela n'engendre sur notre continent une nouvelle inflation de plus en plus grande, cependant les détails bien sûr seront réglés par des maisons privées et par, je crois, les ministères soviétiques en Union soviétique.

Maintenant comment allons-nous envisager la question, si ces développements prennent de l'ampleur, car M. Brezhnev a dit que l'Union Soviétique allait s'intégrer au monde économique des pays de l'Ouest? Je ne sais pas ce que cela signifie, et il ne le découvrira probablement qu'au fur et à mesure qu'il s'y aventurera.